

## MISSION DU LESSOUTO

## SITUATION POLITIQUE

L'état politique du Lessouto ne ressort pas très clairement des nouvelles reçues. Des bruits alarmants ayant couru, il nous paraît utile, pour rassurer nos amis en écartant tout ce qu'ils ont de faux et d'exagéré, d'indiquer brièvement quelle est la situation du pays d'après les dernières nouvelles.

Avant tout, il convient de rétablir le vrai sens d'une dépêche publiée par le *Journal des Débats* et reproduite par d'autres journaux. Quelques-uns de nos amis s'en sont inquiétés à tort. Cette dépêche annonçait qu'un corps de deux mille Boers marchait contre Mapoch, *chef des Bassoutos*, pour le contraindre à payer le tribut au gouvernement du Transvaal. Cette nouvelle, qui, à bon droit, a paru énigmatique à plusieurs, concerne en réalité les Bapélis du Transvaal, que les ethnographes allemands appellent généralement Bassoutos du Nord, à cause de leur parenté avec ceux dont nous nous occupons.

Nous avons reçu, par l'entremise de l'*Aborigines Protection Society* de Londres, une nouvelle plus grave, suivant laquelle le gouvernement colonial aurait décidé l'abandon du Lessouto. Des renseignements ultérieurs nous ont montré qu'on avait, bien à tort, pris pour un fait accompli ce qui n'est que le désir d'une partie de la presse coloniale. Le véritable état des choses nous semble se dégager des derniers numéros du *Cape Argus* que nous avons sous les yeux, et dont les informations nous conduisent à la fin d'octobre. Des dissentiments graves ont éclaté entre les divers représentants de la Colonie chargés de rétablir l'ordre dans le

Lessouto. Tandis que M. Sauer, le ministre des affaires indigènes, assisté de M. Orpen, gouverneur du Lessouto, déterminait Lérotholi, fils de Letsié, à tenter une nouvelle expédition contre Massoupa, pour le forcer enfin à payer la taxe, le général Gordon, sur la sagesse et l'expérience duquel on avait fondé de si grandes espérances, suivait une politique tout opposée. Dans une entrevue avec Massoupa, le général Gordon lui a donné de telles assurances de son bon vouloir et des intentions amicales du gouvernement anglais, que le chef a été confirmé dans ses idées de résistance. Ce désaccord a eu pour effet de paralyser totalement l'action de Lérotholi, ainsi que de porter un nouveau coup au prestige du gouvernement, tandis que l'influence de Massoupa ne fait que grandir.

Ce résultat a produit dans la Colonie un grand mécontentement ; attaqué violemment par la presse et désavoué par le gouvernement, le général Gordon a donné sa démission.

Les choses en étaient là un mois environ avant les dernières nouvelles que nous avons reçues. Depuis lors, la situation ne paraît pas s'être modifiée. De nouvelles démarches auprès de Massoupa n'ont abouti à aucun résultat. Si nous en jugeons d'après les journaux, le gouvernement semble résolu à ne pas abandonner le Lessouto, ainsi qu'il en avait été question. Les choses pourraient bien rester dans cet état jusqu'à la réunion du Parlement du Cap, au mois de mai de l'année prochaine. Ajoutons d'ailleurs que, d'après une correspondance de Masérou, insérée dans l'*Argus* du 31 octobre et que nous avons tout lieu de croire sérieuse, la situation du Lessouto ne serait pas aussi sombre qu'on pourrait le croire. Certains bruits alarmants doivent être mis sur le compte de l'esprit de parti. Le pays lui-même est calme et l'ordre n'a pas cessé de régner ; la seule difficulté provient du refus de Massoupa de payer la taxe.

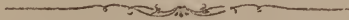
Voici, d'autre part, ce que nous lisons dans une lettre de M. Mabille, datée du 18 octobre. Outre qu'elle confirme les

appréciations politiques du *Cape Argus*, elle nous montre, dans la situation morale du Lessouto, des symptômes d'une amélioration qui sera saluée avec joie par tous les amis de notre œuvre :

« Dernièrement, Letsié et son fils Lérotholi ont essayé de vaincre la résistance de Massoupa. Peine perdue. On avait cherché à utiliser, pour faire cet effort, l'impression produite sur les esprits par M. Sauer, le secrétaire des affaires indigènes de la Colonie. Le général Gordon a voulu avoir son entrevue avec Massoupa, et il en est résulté que ce dernier s'est plutôt endurci qu'amendé. Un moment nous avons cru que le gouvernement, par l'entremise de Sauer, allait tout simplement déclarer à Letsié qu'il abandonnait la tribu à son sort. Mais il s'est ravisé ; il comprend que, si le Parlement ou l'opinion publique de la Colonie peut le laisser libre de continuer sa politique actuelle, non seulement jusqu'à la session ordinaire du Parlement, qui se rassemble en mai, mais encore pendant une année après cela, il obtiendra probablement un résultat favorable à la paix et à la restauration de l'ordre dans le pays. Mais il faut pour cela qu'il y ait des preuves tangibles de progrès, surtout dans ce qui concerne le recouvrement de l'impôt d'une livre sterling par tête. Les chefs disent qu'à cet égard ils vont faire leur possible.

« Les vols sur la frontière ont cessé et l'eau-de-vie n'est plus importée dans le pays par tonneaux. C'est un progrès. Et le gros de la tribu désire la paix. Seulement, même ceux qui sont favorables au gouvernement, répugnent à l'emploi de la force pour vaincre l'opposition de Massoupa. Ainsi donc, à moins que l'opinion publique de la Colonie ne se prononce fortement et de suite pour l'abandon définitif, le gouvernement restera fidèle à sa politique de négociations, au moins jusqu'à la réunion du Parlement en mai 1883. C'est donc la paix pour quelques mois et, j'aime à le croire, définitive. Letsié va envoyer un de ses fils occuper le district

de Quthing (le pays de Morosi), avec le consentement de M. Sauer, de telle sorte que ce district continue à faire réellement partie du Lessouto. »



## NIL DESPERANDUM

ÉTAT DES ÉGLISES DU LESSOUTO D'APRÈS UN  
CORRESPONDANT DU *Christian Express*

L'éditeur du *Christian Express*, journal qui se publie à Lovedale, au sud de l'Afrique, a fait paraître, dans son numéro du 12 octobre, la lettre suivante, écrite par l'un de nos missionnaires du Lessouto :

« Cher monsieur,

« Dans toutes les sociétés il y a des gens avides de répandre de mauvaises nouvelles et qui se font une vraie joie d'être les premiers à le faire. Cela se voit aussi dans la presse. Nous en avons des exemples dans certains journaux qui semblent mettre leur vanité à faire savoir au petit monde de leurs lecteurs que c'en est fait des Bassoutos, tant sous le rapport religieux que sous le rapport commercial, que l'œuvre de la Mission est radicalement détruite, que l'anarchie et l'ivrognerie sont à l'ordre du jour dans ce malheureux pays (voir, par exemple, ce que dit le *Grahamstown Journal* au sujet de quelques sottes informations envoyées à l'*Argus* par un correspondant du Lessouto, 17 août 1882). Nous prions respectueusement ces terribles porteurs de mauvaises nouvelles de ne pas enterrer les gens avant qu'ils ne soient morts. L'humanité et les bons égards font un devoir à chacun, lorsqu'il y a encore quelque espoir qu'un malade guérisse, de ne pas dire : « C'est fini », avant que le médecin